

Entretien avec
Julien Gumbs

leader et tête de liste du MOCSAM



1/ Comment se décide-t-on à se (re)présenter aux élections territoriales ?

Tout d'abord cela ne s'improvise pas, la décision de postuler à la tête de liste est un cheminement structuré et réfléchi. Deuxièmement je pense qu'il faut avoir un intérêt à agir, se sentir concerné par l'avenir du territoire et sa population, au-delà d'un aspect économique. Enfin, cette décision vient après un état des lieux de la situation suite aux politiques ou absence de politiques menées.

2/ Aujourd'hui, on parle beaucoup d'identité saint-martinoise, le Saint-Martinois ayant en effet le sentiment de l'avoir perdue. En tant que Saint-Martinois(e), partagez-vous ce constat ? Pensez-vous avoir perdu votre identité ?

A mon avis nous n'avons pas perdu notre identité mais nous avons eu tort de ne pas l'avoir imposée plus fortement à ce niveau. Aujourd'hui nous avons le revers de la médaille, mais qui n'est que le reflet de l'œuvre de tous ceux qui ont dirigé ce territoire sans en définir les priorités et préserver l'essentiel du vivre ensemble : notre identité au sein de la République. Aujourd'hui ce sont les mêmes, directement ou indirectement, qui prétendent porter une solution aux problématiques qu'ils ont contribué à créer.

3/ Depuis plusieurs mois, certaines pensées peuvent être très nationalistes. Alors qu'en métropole, on dénonce ce genre d'idées en y voyant un danger pour la société, ici on aurait tendance à les entretenir. Selon vous, est-ce moins dangereux localement ?

Cela n'a rien à voir avec la situation locale car nous ne raisonnons pas en termes de nation mais d'identité. Deuxièmement nous ne sommes pas racistes mais victimes d'une mise en infériorité par substitution que nous avons nous-mêmes acceptée sans en mesurer les conséquences. Aujourd'hui, alors que les effets néfastes se manifestent, certains ont une réaction agressive. Il faut mener une bonne politique d'intégration non seulement pour les Saint-Martinois d'adoption, mais aussi pour les Saint-Martinois autochtones dont personne ne se préoccupe de leur compréhension du système administratif dans lequel il sont forcés d'évoluer sans en intégrer les concepts et subtilités. Ce qu'il nous faut c'est une vraie politique pluriannuelle de développement du territoire afin de permettre aux Saint-Martinois de s'épanouir par une formation adaptée et un environnement économique favorable. Ils doivent pouvoir travailler ici, à Saint Martin.

«AUJOURD'HUI CE
SONT LES MÊMES
[...] QUI PRÉTENDENT
PORTER UNE
SOLUTION AUX
PROBLÉMATIQUES
QU'ILS ONT
CONTRIBUÉ
À CRÉER»

4/ On entend toujours que le développement économique doit être une priorité parce qu'il va permettre de créer des emplois, de la richesse, etc. Bien que la fiscalité soit attractive, rare sont les investisseurs intéressés à venir à Saint-Martin. Au regard des chiffres du chômage, toutes les actions menées jusqu'à aujourd'hui ont été un échec. Si vous êtes élu en mars, quels dispositifs allez-vous mettre en place pour créer des emplois ? Avec quel objectif ?

En effet, le développement économique est la base de tout. Mais au-delà, c'est un ensemble de choses et de paramètres qu'il faut améliorer. Ainsi, le développement humain est une part importante car il permet de répondre au besoin du développement mais aussi il permet de réduire les faits de délinquances de voie publique que nous rencontrons et qui participent à un sentiment d'insécurité. Mettre en place une école de la réussite destinée à permettre à ceux qui ont échoué dans la formation initiale de pouvoir suivre une formation qualifiante dans d'autres conditions (enseignement en anglais pour permettre une meilleure maîtrise du français mais aussi pour enseigner les maths, physiques ou géographie etc...). Nous pensons qu'il faut aussi ramener une certaine fréquentation du centre ville de Marigot de jour comme de nuit. C'est c'est dans cette optique que nous porterons une relance économique et de bien-être autour de quatre projets majeurs et d'une réforme fiscale ambitieuse adaptée au territoire.

Dans la baie de Marigot nous prévoyons de construire une digue entre la pointe Arago et la pointe du Bluff. Ce projet aura pour objectif de protéger la baie de Marigot, ainsi que la population de Sandy Ground et de la Baie Nettlé. Ceci permettrait d'avoir une baie calme, exsangue de houle, et la possibilité de draguer et maintenir une profondeur d'au moins 12 mètres dans le port de Galisbay afin de créer un quai pour recevoir les croisières dans les mêmes conditions et quelle que soit la météo marine ! D'ici quatre ans nous comptons sur une meilleure fréquentation de Marigot, créant ainsi la première condition pour convaincre les investisseurs au regain d'activité de la ville. Lancer une réflexion sur le devenir de la Marina royale qui selon nous, devra être reconstruite en version centre d'activité commerciale et de loisirs combinants commerces, restaurants, divertissements, bureaux, logements et hôtel. A Quartier d'Orléans, nous pensons créer un parc de sports mécaniques, comprenant au moins une piste de moto-cross, de karting et de dragster. Enfin, nous prévoyons la création d'une promenade autour de l'étang aux poissons avec un parcours jalonné de quelques carbetts touristiques alliant nos traditions culinaires et une découverte éducative en collaboration avec la réserve naturelle et le conservatoire du littoral. L'objectif est de pouvoir exploiter l'étang par des écoles de canoë-kayak, de voile traditionnelle et une promenade en barque à rame ouverte à tous.

Au travers la réforme fiscale, nous mettrons en place le contrat 50/50, qui consistera à allouer une réduction de 50% de l'IS pour les entreprises qui emploieront au moins 50% de leur effectif salarié répondant aux critères d'une délibération qui définira l'emploi local, sur au moins 75% de l'année. Ceci n'est qu'un aspect de la réforme que nous proposons, mais nous pensons qu'avec cela, les conditions d'une reprise économique seront réunies et nous souhaitons que les investisseurs sachent saisir les opportunités qui se présenteront afin que le recrutement puisse repartir à la hausse.

5/ En matière d'emploi plus précisément, nombreux sont ceux, dont vous, qui veulent donner la priorité aux Saint-Martinois. Ce qui peut sembler juste mais il faut être réaliste et admettre qu'il y a un manque de compétences localement, notamment pour les postes d'encadrement. Comment, selon vous, est-il possible d'y remédier ? Comment peut-on former les jeunes et moins jeunes (salariés durant leur carrière pour qu'ils puissent évoluer) sur le territoire ?

Il faut prendre en considération une partie de la réponse ci-dessus. Il convient également de préciser que nous nous assurerons de l'installation d'une antenne de l'université des Antilles sur le territoire dès la rentrée 2018/2019, en plus de la poursuite de la pleine installation du CNAM (Conservatoire national des Arts et métiers) sur notre territoire. Nous prévoyons la création d'un fond de garantie de 5M€ pour permettre des micro-crédits à hauteur maximum de 30K€ pour relancer la consommation et au travers de ce dispositif, nous réfléchirons à la mise en place d'un prêt étudiant avec report de remboursement de 3 ans renouvelable une fois, sur 60 mensualités. Ce dispositif de prêt sera indépendant du statut de boursier. Il est quand même regrettable que cet argument nous soit jeté au visage à chaque fois qu'il s'agit de mettre en avant le Saint-Martinois. Jamais en 20 ans de réclamations il n'a été considéré sérieusement de remédier au système d'éducation qui est à l'origine de cet état de fait. Expliquez moi comment vous espérez enseigner des matières telles que les maths, la physique, la géographie etc, dans une langue que la grande majorité ne maîtrise pas ou peu, et croire en une réussite de la masse ? Nous pensons que de la même façon que vous faites ce constat aujourd'hui, l'inverse était aussi évident il y a au moins 20 ans. Pourtant nous avons persévéré ! Etait-ce volontaire ? Nous sommes en droit de nous poser la question mais nous préférons concentrer notre énergie sur des solutions concrètes et pragmatiques avec pour objectif que le passé ne se répète pas !

6/ En matière d'éducation, le constat dressé depuis plusieurs années est alarmant : le niveau est très bas. Pour plusieurs raisons : problème au niveau de la langue, manque d'implication des parents dans la scolarité de leurs enfants, etc. Selon vous, quel est le premier frein à la réussite de nos enfants ? Et comment peut-on le lever ?

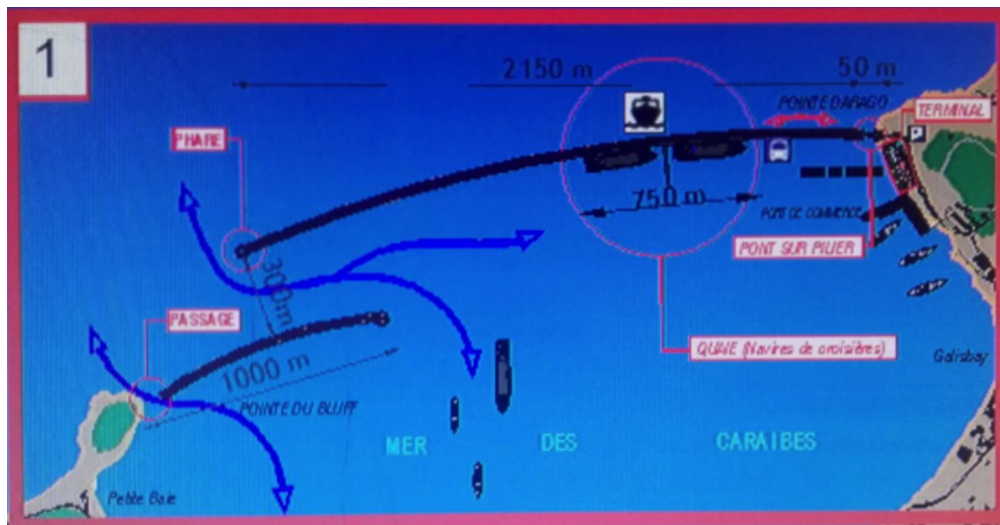
Voir réponses aux deux questions précédentes. Nous y rajoutons qu'il faut une action prospective en collaboration avec la CCISM, permettant de donner une prévision sur les métiers et activités en développement sur le territoire afin de mieux aiguiller notre jeunesse.

«JAMAIS EN 20 ANS DE RÉCLAMATIONS IL N'A ÉTÉ CONSIDÉRÉ SÉRIEUSEMENT DE REMÉDIER AU SYSTÈME D'ÉDUCATION QUI EST À L'ORIGINE DE CET ÉTAT DE FAIT.»

«DANS LA BAIE DE MARIGOT NOUS PRÉVOYONS DE CONSTRUIRE UNE DIGUE ENTRE LA POINTE ARAGO ET LA POINTE DU BLUFF. CE PROJET AURA POUR OBJECTIF DE PROTÉGER LA BAIE DE MARIGOT, AINSI QUE LA POPULATION DE SANDY GROUND ET DE LA BAIE NETTLÉ.»

7/ Concernant l'aménagement de la baie de Marigot, le projet de la majorité actuelle semble ne pas avoir attiré de nombreux investisseurs. Certains en ont déjà tiré les leçons et veulent un projet à plus petite échelle. Quelle est votre position sur cet aménagement ?

Voir en partie la réponse à la question 4. C'est un projet indispensable car il sert plusieurs objectifs.



«EN MATIÈRE DE FISCALITÉ NOUS AVONS UN PROJET RELATIVEMENT AMBITIEUX, QUI CONSISTE EN UNE SIMPLIFICATION ET UNE MEILLEURE EFFICACITÉ DE CELLE-CI»

8/ En matière fiscale, il est difficile pour la Collectivité de recouvrer l'ensemble des impôts. Il est aussi difficile pour les contribuables de s'acquitter de l'impôt et autres taxes alors que durant des années, ils ne le faisaient pas. Les impayés ont rapporté plus de 20 millions d'euros l'an passé à la COM. Comment selon vous le système peut-il être plus performant ? Doit-on supprimer des taxes ? Baisser le taux de certaines pour inciter la population à les payer ?

En matière de fiscalité nous avons un projet relativement ambitieux, qui consiste en une simplification et une meilleure efficacité de celle-ci. La simplification consiste à réformer la TGCA pour la généraliser et effacer les failles. Ainsi nous introduirons une TGCA à deux niveaux, normale et réduite. La réduite sera de 4% et viendra en remplacement de la taxe de séjour et de location de véhicule et sera appliquée sur les produits de première nécessité ainsi que l'énergie électrique. Le taux normal sera de 6% et s'appliquera sur tout le reste avec une généralisation à l'ensemble des activités. Nous supprimerons le droit au bail de 3%, nous supprimerons la taxe routière qui n'a jamais vraiment existé. Notre fiscalité sera surtout utile. Nous mettrons ainsi en place une taxe dépollution et infrastructure routière qui concernera tous les véhicules roulant sur le territoire, avec la création de casses auto permettant

d'éliminer les carcasses sauvages dans la nature. Nous diminuerons la taxe foncière de moitié avant d'engager une réforme en profondeur afin qu'elle soit plus équitable à tous. La montée en puissance de la taxation indirecte élargit de facto l'assiette fiscale et introduit le concept du « pay-as-you-consume » (payez au fur et à mesure que vous consommez) ainsi plus de personnes financent les actions publiques au fil de l'eau et réduisent autant les grosses sommes à sortir. Selon nos prévisions, ces réformes permettront de dégager une marge de 10M€ par an plus une économie de gestion de l'ordre de 2M€. Ce n'est pas moins de 12M€ qui devraient nous permettre de pouvoir financer nos actions en attendant la clarification du dossier de compensations de charges pour lequel nous prendrons le temps de préparer notre dossier et de rouvrir le débat avec le gouvernement. Nous porterons une attention particulière à la licence qui devra devenir le sésame de toute activité commerciale.

9/ Depuis plusieurs années, l'écologie et d'une manière plus large l'environnement, prend une place de plus en plus importante dans le débat politique national et international. Il y a eu les Grenelles de l'Environnement, puis récemment les Cop 21 et 22. Ici, à Saint-Martin, c'est un sujet absent des débats. Ne pensez-vous pas pourtant que l'environnement devrait être le dénominateur commun à toutes les actions réfléchies et proposées ?

Vous aurez certainement remarqué que notre réforme fiscale porte pour une bonne partie autour d'un intérêt environnemental certain. Seulement nous ne pensons pas qu'il faille imposer des choses sans y sensibiliser le citoyen et surtout garder à l'esprit que la politique est d'abord en direction du citoyen et non l'inverse, car c'est lui qui la finance ! Graduellement, nous introduirons l'aspect environnemental dans nos actions futures et à tous les niveaux, en parallèle de la sensibilisation du citoyen. L'énergie renouvelable doit aussi trouver sa place.

10 / Tout le monde s'accorde à dire qu'il faut un grand nettoyage de l'île. Ici, les ordures ménagères sont ramassées tous les jours, ce qui n'est pas le cas ailleurs, même en outre-mer, dans un territoire aussi petit. Que doit-on mettre en place pour que l'île soit plus propre ?

Oui il est évident que l'île est sale et il faut la nettoyer, mais nous refusons de simplement engager un programme de ramassage sans autres mesures car dans les mois qui suivront, nous courons le risque de voir le phénomène se répéter. Il n'est jamais trop tard pour apprendre et nous engagerons une vraie campagne de sensibilisation à la propreté de notre environnement, mettant en place un service de ramassage payant au forfait, puis au poids/volume pour que ceux qui n'ont pas les moyens de transport ne soient pas obligés de laisser leurs objets aux abords des routes.

«IL N'EST JAMAIS TROP TARD POUR APPRENDRE ET NOUS ENGAGERONS UNE VRAIE CAMPAGNE DE SENSIBILISATION À LA PROPRETÉ DE NOTRE ENVIRONNEMENT»



11/ Qui aimeriez-vous affronter au second tour le 26 mars ?

Celui ou celle que la population aura choisi(e).

12/ Enfin, quelle question auriez-vous aimé que vous l'on pose ?

Comment financez-vous votre programme, détails fiscaux et financiers chiffrés.

*Propos recueillis par
Fanny Fontan*



 MOCSAM MOUVEMENT CITOYEN SXM

Les élections territoriales pour désigner les 23 nouveaux membres du Conseil territorial de Saint-Martin auront lieu les dimanches 19 et 26 mars 2017.

SoualigaPost a posé aux candidats douze questions identiques. Chaque jour, un entretien est publié. Il est possible de télécharger en PDF l'interview. Un document final en PDF rassemblera les entretiens.

Soualiga Post.com

DÉJÀ PARUS :

MARDI 21 FÉVRIER



Jules Charville
Hope Party

MERCREDI 22 FÉVRIER



Daniel Gibbs
Union pour la démocratie

ENTRETIENS À PARAÎTRE :

VENDREDI 24 FÉVRIER



Jeanne Vanterpool
New Direction

LUNDI 27 FÉVRIER



Alain Richardson
En marche vers le progrès

MARDI 28 FÉVRIER



Louis Mussington
MJP

MERCREDI 1^{ER} MARS



Horace Whit
Soualiga Movement

JEUDI 2 MARS



Aline Hanson